

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

**PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2017**

RAPPORT DE PRESENTATION

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2017

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i>	3
<i>I – JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS</i>	3
<i>II - MODIFICATIONS DU BUDGET</i>	4
<i>II-1 Ressources</i>	4
<i>II-2 Dépenses</i>	7
<i>III - RECAPITULATIF DES MODIFICATIONS OPEREES</i>	8
<i>CONCLUSION</i>	8
<i>ANNEXES</i>	9

INTRODUCTION

Les hypothèses de base à l'élaboration de la Loi de Finances 2017 ont connu des évolutions notables au cours du premier trimestre de l'année, rendant nécessaire la révision de ladite Loi, conformément aux dispositions en vigueur en matière de gestion budgétaire. En effet, la Loi organique N°2014-336 du 5 juin 2014 relative aux Lois de Finances prévoit en son article 47 qu'en cours d'exercice, un projet de Loi de Finances rectificative doit être déposé par le Gouvernement si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire et financier définies par la Loi de finances de l'année se trouvent bouleversées.

Pour rappel, la conjoncture internationale est marquée par des incertitudes liées à la nouvelle orientation de la politique économique des Etats Unis et à l'impact de la mise en œuvre du processus de sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne. Elle se caractérise également par une baisse des prix des marchandises générales de 9,3%, une baisse d'environ 35% du prix du cacao et d'un retour à la hausse des prix du pétrole brut. Ce contexte n'a pas favorisé le regain de dynamisme en matière de croissance économique. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,1% en 2016 et est projeté à 3,4% en 2017.

Au plan national, la croissance économique 2017 initialement prévue à 8,9%, est revue à la baisse à 8,5%, en lien avec la conjoncture internationale et des facteurs internes notamment la baisse des prix du cacao.

Ces évolutions ont eu un impact sur le budget de l'Etat qui doit parallèlement prendre en compte le coût des dispositions prises par le Gouvernement pour faire face aux récentes revendications sociales.

La prise en compte de l'ensemble de ces ajustements et des appuis financiers additionnels à mobiliser auprès des partenaires, induit une révision du niveau des ressources et des dépenses du budget de l'Etat.

Toutefois, à travers le Collectif 2017, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des politiques et priorités en matière d'amélioration du bien-être des populations, notamment, par le développement des infrastructures éducatives et sanitaires et le renforcement de l'activité économique.

Le présent rapport a pour objet, d'exposer les principales modifications envisagées dans le projet de Loi de Finances rectificative au titre de l'année 2017.

I – JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS

Les prévisions initiales de recettes fiscales ont été révisées pour prendre en compte l'impact combiné des facteurs tels que :

- l'évolution à la baisse des cours internationaux du cacao (-35%);
- la renonciation du Gouvernement au droit d'enregistrement (5% du prix CAF) sur le cacao en vue de soutenir le prix aux producteurs ;
- la révision des volumes d'exportation du cacao, au regard des données récentes communiquées par la filière ;
- l'incidence de l'évolution à la hausse des cours internationaux du pétrole;
- la révision des données d'évolution du commerce extérieur qui s'établirait à +5,6% contre une hausse projetée de +9,1%;
- la prise en compte du niveau des réalisations de recettes fiscales constatées à la fin de l'année 2016, en deçà des estimations qui ont servi en septembre 2016 de base de projection des objectifs initiaux.

S'agissant des recettes non fiscales, les prévisions connaissent une hausse liée à la révision du niveau des paiements attendus des dividendes PETROCI et des privatisations et ventes d'actifs.

En ce qui concerne les concours extérieurs, le niveau des appuis budgétaires a été ajusté au regard des concours additionnels obtenus auprès de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de la

Banque Africaine de Développement et de l'Agence Française de Développement.

En matière de dépenses budgétaires, la nécessité de prendre en compte les révisions des projections de recettes et les dispositions prises par le Gouvernement en réponse aux revendications sociales intervenues en début d'année ont induit une réduction globale de **153,3 milliards FCFA représentant 10,2% des dotations initiales** (hors dette, salaires, financement extérieur ainsi que les activités et opérations spécifiques). Cette baisse comprend 62,9 milliards de dépenses ordinaires et 90,4 milliards de dépenses d'investissement.

Par ailleurs, le niveau des dépenses d'investissement au titre du C2D a également été révisé au regard du report de certains projets à hauteur de 91 milliards FCFA.

Des ajustements sont également nécessaires au niveau du service de la dette publique pour prendre en compte principalement :

- l'impact de l'appréciation du dollar américain ;
- la modification du calendrier 2017 des émissions de titres publics avec une incidence sur les commissions et charges ;
- la programmation d'une émission obligataire sur le marché international non initialement prévue en 2017.

L'ensemble de ces modifications se traduit par une baisse globale du niveau du budget de **53,8 milliards FCFA**. L'équilibre du Budget s'établit ainsi à **6 447,6 milliards FCFA** contre **6 501,4 milliards FCFA** initialement prévus. Les détails des modifications intervenues sont ci-après exposés.

II - MODIFICATIONS DU BUDGET

II-1 Ressources

Les ressources prévues initialement à 6 501,4 milliards, enregistrent une révision à la baisse de **53,8 milliards FCFA** pour se situer à **6 447,6 milliards FCFA**.

➔ Au titre des recettes fiscales

Prévues initialement à 3 345,4 milliards FCFA, les recettes fiscales sont révisées à **3 070,9 milliards FCFA**, soit une baisse de **274,5 milliards FCFA**. Cette révision est essentiellement liée aux postes de recettes suivants :

- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** : révisées à 192,4 milliards FCFA contre une projection initiale de 338 milliards FCFA, soit une baisse de 145,5 milliards FCFA en lien avec un niveau de taxation attendu sur le reste de l'année moins favorable par rapport aux prévisions initiales (super carburant et gasoil : 149,5 francs/litre et 150,1 francs/litre contre des projections initiales respectives de 255,7 francs/litre et 249,2 francs/litre) et des taux de croissance des volumes de super et de gasoil respectivement de 15% et 6,5% contre 16,1% et 8% initialement prévus ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** : révisés à 124,7 milliards FCFA, les projections sont en baisse nette de 76,1 milliards FCFA par rapport au niveau initial, du fait de la fixation par le Gouvernement du taux des droits d'enregistrement cacao à 0% pour soutenir les prix aux producteurs, induisant un manque à gagner de 80,9 milliards;
- **les taxes à l'exportation** : projetées à 403,9 milliards contre 433,8 milliards initialement prévus en raison de l'effet combiné de la révision à la baisse du prix CAF du cacao à 1 339,2 franc/kg sur le reste de l'année contre 1 678,7 FCFA/kg initialement attendus et la hausse un

volume de cacao à l'exportation de 1 777 000 tonnes contre un niveau initial projeté de 1 712 775 tonnes ;

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** : revues à 801,8 milliards FCFA, en baisse de 10,2 milliards FCFA par rapport aux projections initiales de 812 milliards FCFA en liaison avec les nouvelles hypothèses de prix internationaux et la révision à la baisse des projections de volumes des importations de biens et services (hors plates-formes de forages) à 5 481,1 mille tonnes contre 6 202,7 mille tonnes initialement projetés.
- **les taxes sur les boissons et tabacs** : projetées à 35 milliards FCFA contre un niveau initial de 44,6 milliards FCFA, soit une baisse de 9,6 milliards FCFA qui s'explique par la délocalisation de certaines unités de production de tabacs.
- **les taxes sur les télécommunications** : prévues à 61,6 milliards FCFA contre une projection initiale de 68,8 milliards FCFA, soit une baisse de 7,2 milliards FCFA due à la révision à la baisse du taux de progression au regard des réalisations effectives de 2016 et du taux de croissance du secteur projeté à 9,3% contre 9,8% initialement ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** : révisé à 299,1 milliards FCFA, en baisse de 6,9 milliards FCFA par rapport aux prévisions initiales de 306 milliards FCFA pour tenir compte des réalisations effectives de 2016 et de la révision du taux de croissance de l'économie à 8,5% contre une prévision de 8,9% dans le budget initial ;
- **la Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieur** : baisse de 5,8 milliards FCFA par rapport aux projections initiales de 366,4 milliards FCFA en lien avec la révision à la baisse du taux de croissance de la consommation finale des ménages de 8,8% à 6,1% en 2017.

- **les revenus de pétrole et de gaz** : révisés à 94 milliards FCFA contre une prévision initiale de 91,1 milliards FCFA, soit une augmentation de 2,9 milliards FCFA essentiellement liée à la hausse du cours du baril de pétrole (54,9 dollars contre 51 dollars initialement projetés) ;
- **les impôts sur revenus et salaires** : projetés à 452,7 milliards FCFA contre une prévision initiale de 450,2 milliards FCFA en rapport avec la prise en compte de l'impact plus important que prévu sur les réalisations 2016 ;
- **la taxe sur le caoutchouc** : non initialement prévue, cette taxe est attendue à hauteur de 2 milliards FCFA en raison de l'évolution favorable constatée des prix du caoutchouc sur le marché international ;
- **la taxe ad valorem** : initialement incluse dans les revenus du domaine, cette taxe attendue à hauteur de 17 milliards FCFA a été reclassée en recettes fiscales pour tenir compte du caractère de l'assiette de cet impôt constituée du chiffre d'affaires des entreprises minières.

➤ **Au titre des recettes non fiscales**

Les prévisions de recettes non fiscales enregistrent une hausse de **22,2 milliards FCFA** pour s'établir à **156,9 milliards FCFA** contre 134,7 milliards FCFA dans le budget initial, en rapport principalement avec les ajustements sur les postes suivants :

- les **produits de privatisation et vente d'actifs** initialement prévus à 9,6 milliards FCFA, ont été révisés, suite à la disponibilité des informations plus précises sur l'évaluation des actifs, à 23,9 milliards FCFA en rapport avec les revenus attendus de la cession des actifs de l'Etat dans NSIA-BANQUE (18 milliards FCFA), IPS WA (4,7 milliards FCFA) et BHCI (1,1 milliard FCFA) et SN SOSUCO (0,169 milliard FCFA) ;

Toutefois, la baisse de ces recettes devrait être atténuée par la révision à la hausse sur les postes de recettes suivants :

- les **dividendes PETROCI** prévus à 2 milliards FCFA initialement, ont été relevés de 5 milliards pour tenir compte des résultats enregistrés à la fin de l'exercice 2016 ;
- les **autres dividendes** (SIB, autres) ont été révisés à 10,4 milliards FCFA contre 3,3 milliards FCFA initialement projetés en lien avec les réalisations effectives de 2016 ;
- les **bonus de signature** non initialement prévus, sont projetés à 2,5 milliards FCFA suite à la signature le 22 mars 2017 de deux nouveaux Contrats de Partage de Production (CPP) avec la société pétrolière ENI portant sur l'exploitation et la production de produits pétroliers sur les blocs CI-101 et CI-205 ;
- les **revenus du domaine** (hors redevances industrielles) sont révisés à la baisse de 14,7 milliards FCFA pour se situer à 21 milliards FCFA du fait essentiellement du reclassement de la taxe ad valorem en recettes fiscales budgétaires pour un montant de 17 milliards ;
- les **transferts des entreprises** dans le cadre de la **dette rétrocedée** sont révisés à 0,7 milliard FCFA contre 5 milliards FCFA initialement prévus, pour tenir compte des réalisations effectives en 2016 en lien notamment avec les paiements directs aux créanciers effectués par certaines entreprises publiques notamment CI-ENERGIES et ANSUT.

Par ailleurs, il est enregistré une **intégration de ressources issues du solde disponible de l'appui budgétaire 2016 au titre du 2^{ème} C2D** à hauteur de **12,4 milliards FCFA**.

➤ **Au titre des divers autres financements**

Les prévisions d'émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier sous régional et international ont été révisées à la hausse pour s'établir à **1 296,8 milliards** contre 1 227,1 milliards initialement prévus.

Toutefois, pour faire face aux besoins de financement du Tableau des Opérations Financières de l'Etat, notamment dans le cadre de la réduction des arriérés intérieurs, il sera mobilisé un montant additionnel de 137 milliards sur le marché.

➤ **Au titre des appuis budgétaires**

A la faveur du programme économique et financier, la Côte d'Ivoire devrait bénéficier d'un financement de **161,7 milliards** FCFA du Fonds Monétaire International contre 114 milliards FCFA initialement prévus, soit un montant additionnel de 47,7 milliards FCFA. Par ailleurs, les négociations avec la Banque Mondiale dans le cadre de l'appui budgétaire au titre de l'année 2017 devraient aboutir à un décaissement de **75 milliards** FCFA contre 50 milliards FCFA initialement projetés. En outre, la Banque Africaine de Développement devrait octroyer à l'Etat de Côte d'Ivoire un appui financier d'au moins **21 milliards** FCFA non prévu initialement, suite aux négociations avec le Gouvernement. Enfin, les négociations en cours avec l'Agence Française de Développement permettront de bénéficier d'un prêt souverain d'au moins **23 milliards**. Ainsi, les appuis budgétaires pour l'année 2017 d'un montant initial de 330,8 milliards FCFA sont portés à **447,4 milliards** FCFA.

➤ **Au titre des ressources extérieures de financement des projets**

Les **prévisions de tirages** sur emprunts projets enregistrent une hausse de **3,6 milliards** FCFA pour s'établir à 681,3 milliards FCFA contre 677,7 milliards FCFA initialement projetés. Ce résultat s'explique par la prise en compte de nouveaux projets financés par la Banque Mondiale et portant sur la mise en place de centres d'excellence africains dans le cadre du changement climatique, de la formation statistique, des mines et de l'environnement.

➤ **Au titre des recettes des Comptes Spéciaux du Trésor**

Ces recettes enregistrent une hausse de **8,7 milliards** FCFA pour s'établir à 550 milliards FCFA contre 541,3 milliards FCFA initialement projetés. Cette

évolution est en rapport avec la révision à la hausse de la TSU SIR (+8 milliards FCFA), des recettes affectées au Programme d'entretien routier/FER (+0,4 milliard FCFA) et des autres recettes affectées et parafiscalité (+1,9 milliard FCFA) et la révision à la baisse des recettes affectées aux collectivités (-1,6 milliard FCFA). La baisse des recettes affectées aux collectivités s'explique par la révision à la baisse des recettes brutes attendues au titre de l'impôt synthétique (-3,2 milliards FCFA).

II-2 Dépenses

Les dépenses budgétaires enregistrent une baisse globale nette de **53,8 milliards FCFA**, passant à **6 447,6 milliards FCFA** contre 6 501,4 milliards FCFA initialement.

➤ Au titre du service de la dette publique

Le service de la dette publique prévu à 1 418,8 milliards FCFA est révisé à la hausse à **1 459,8 milliards FCFA**, soit une augmentation nette de **40,9 milliards FCFA**.

Les **échéances de la dette intérieure** prévues initialement à 849,6 milliards FCFA sont révisées à la hausse de **34,6 milliards FCFA** sous l'effet conjugué des principaux facteurs suivants :

- la prise en compte du surplus de mobilisation (+7 milliards) d'un bon de 2016 arrivant à échéance en 2017 et de la révision de la maturité d'un titre public de 2016 de 50 milliards FCFA dont l'échéance a été ramenée à 2017, a induit un niveau de service plus élevé ;
- les échéances dues aux banques commerciales ont été revues à la baisse de 22 milliards FCFA du fait du non aboutissement de négociations pour des conventions de financement de certains projets.

Le **service de la dette extérieure** connaît une hausse de **6,3 milliards FCFA** passant de 569,2 milliards FCFA à 575,5 milliards FCFA. Cette hausse est imputable aux facteurs suivants :

- l'appréciation du taux de change du dollar qui s'établit à 619,45 FCFA contre 600 FCFA en septembre 2016;
- la programmation d'une émission obligataire sur le marché international non initialement prévue, qui devrait générer des intérêts au 2^{ème} semestre de l'année 2017.

➤ Au titre des dépenses ordinaires

Initialement prévues à 2 616,6 milliards FCFA, les dépenses ordinaires sont révisées à **2 691,0 milliards FCFA**, soit une augmentation nette de **74,4 milliards FCFA** découlant des efforts de réduction des dépenses susmentionnées et de la prise en compte de nouveaux engagements (cf. annexe 6).

➤ Au titre des dépenses d'investissement

Les dotations d'investissement enregistrent une baisse de **177,9 milliards FCFA**, portant le niveau global à **1 746,8 milliards FCFA** contre 1 924,7 milliards FCFA initialement. Les évolutions portent sur une réduction des investissements financés sur Trésor pour 90,4 milliards FCFA et des projets C2D à hauteur de 91 milliards FCFA, ainsi qu'une augmentation du niveau des investissements sur financement extérieur de 3,6 milliards FCFA (cf. annexe 6).

➤ Au titre des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor

Les dotations des Comptes Spéciaux du Trésor passent de 541,3 milliards à **550,0 milliards FCFA**, soit une hausse de **8,7 milliards FCFA** qui s'explique par une révision à la hausse de la TSU SIR (+8 milliards FCFA), du Programme d'entretien routier/FER (+0,4 milliard FCFA) et des autres dépenses sur recettes affectées et parafiscalité (+1,9 milliard FCFA) et la révision à la baisse des transferts aux collectivités (-1,6 milliard FCFA).

III - RECAPITULATIF DES MODIFICATIONS OPEREES

➤ **Les modifications opérées sur les ressources du budget 2017** se résument comme suit :

- les **recettes fiscales** sont en baisse de **274,5 milliards FCFA** pour s'établir à **3 070,9 milliards FCFA** contre 3 345,4 milliards FCFA prévus dans le budget initial ;
- les **recettes non fiscales** sont portées à **156,9 milliards FCFA** contre 134,7 milliards FCFA initialement prévus, soit une hausse de **22,2 milliards FCFA** ;
- les **objectifs des divers autres financements** sont portés à **1 296,8 milliards** contre 1 227,1 milliards FCFA initialement prévus ;
- les **appuis budgétaires** sont portés à **447,4 milliards FCFA** contre 330,8 milliards FCFA initialement prévus ;
- les **prévisions de tirages sur emprunts-projets** enregistrent une hausse de **3,6 milliards FCFA** pour s'établir à **681,3 milliards FCFA** contre 677,7 milliards FFA prévus initialement ;
- les **recettes des comptes spéciaux du Trésor** sont portées à **550,0 milliards FCFA** contre 541,3 milliards initialement prévus.

➤ **Les modifications intervenues sur les dépenses** sont les suivantes :

- le **service de la dette** enregistre une hausse de **40,9 milliards FCFA** pour se situer à **1 459,8 milliards FCFA** contre 1 418,8 milliards FCFA prévus initialement ;

Le service de la **dette intérieure** est révisé à **884,2 milliards FCFA** contre 849,6 milliards FCFA et celui de la **dette extérieure** est révisé à **575,5 milliards FCFA** contre 569,2 milliards FCFA prévus initialement.

- les **dépenses ordinaires** sont en hausse nette de **74,4 milliards FCFA** ;
- les **dépenses d'investissement financées sur Trésor hors C2D** sont en baisse de 90,4 milliards FCFA et les **dépenses d'investissements sur financement extérieur** sont en hausse de 3,6 milliards FCFA ;
- les **dépenses au titre des projets C2D** enregistrent une baisse de **91 milliards FCFA** en s'établissant à 56,6 milliards FCFA contre 147,6 milliards FCFA initialement programmés ;
- les **dépenses d'investissement sur financement extérieur** augmentent de **3,6 milliards FCFA** pour ressortir à 925,6 milliards FCFA contre une prévision initiale de 922 milliards FCFA ;
- les **dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor** sont portées à **550,0 milliards FCFA** contre 541,3 milliards FCFA prévus initialement, soit une hausse de 8,7 milliards FCFA.

CONCLUSION

Le nouvel équilibre du budget 2017 est arrêté en ressources et en dépenses à **6 447,6 milliards FCFA** contre 6 501,4 milliards FCFA prévu initialement, soit une baisse globale nette de **53,8 milliards FCFA**.

Ce budget permet au Gouvernement de contenir le déficit budgétaire à **-4,5%** en 2017. Ce déficit devrait être ramené à **-3%** en 2019. Ce budget permet de maintenir le taux d'investissement public dans une dynamique haussière, passant de 6,6% en 2016 à 7,5% en 2017 du PIB comme retenu dans le programme économique et financier.

Compte tenu de ce qui précède, l'autorisation de l'Assemblée Nationale est sollicitée pour l'adoption du projet de Loi de Finances rectificative portant budget de l'Etat pour l'année 2017.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage budgétaire du collectif 2017

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales 2017

Annexe 3 : Evolution des recettes non fiscales 2017

Annexe 4 : Evolution du service de la dette publique 2017

Annexe 5 : Evolution des financements extérieurs des projets 2017

Annexe 6 : Evolution des dotations du budget 2017 hors activités et opérations spécifiques par institution et ministère

ANNEXE 1 : Cadrage budgétaire du Collectif 2017

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget voté 2017 (1)	Modifications (2)	Budget 2017 révisé (1)+(2)	DEPENSES	Budget voté 2017 (3)	Modifications (4)	Budget 2017 révisé (3)+(4)
RECETTES FISCALES	3 345,4	-274,5	3 070,9	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 418,8	40,9	1 459,8
- DGI	1 753,2	-88,9	1 664,3	- Intérieure	849,6	34,6	884,2
dont revenus de pétrole	23,0	2,8	25,8	Intérêts	224,5	2,7	227,2
revenus de gaz	68,1	0,1	68,2	- Extérieure	569,2	6,3	575,5
- TRESOR	8,5		8,5	Intérêts	209,9	-3,5	206,4
dont impôts sur revenus et salaires	6,9		6,9				
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 583,8	-185,6	1 398,2	DEPENSES ORDINAIRES	2 616,6	74,5	2 691,0
dont Taxes sur produits pétroliers (hors TSU FER)	338,0	-145,5	192,4	- Personnel (y/c charges patronales)	1 508,1	4,1	1 512,2
				- Abonnement	90,6		90,6
AUTRES RESSOURCES INTERIEURES	134,7	22,2	156,9	dont CIE	68,1		68,1
- Privatisation et ventes d'actifs	9,6	14,3	23,9	- Autres dépenses ordinaires	1 017,9	70,4	1 088,2
- Transfert des entreprises/dette rattachée	5,0	-4,3	0,7	Subventions et transferts	378,0	-12,2	365,8
- Autres recettes non fiscales	120,0	-0,1	119,9	Subvention aux écoles privées	123,6		123,6
Recettes non fiscales Trésor	19,3	12,1	31,5	Subventions aux EPN	85,2	-11,2	74,0
Revenus du domaine DGI	35,7	-14,8	21,0	Subvention coton	7,0		7,0
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	2,5	2,5	Subvention au secteur électricité	0,0	0,1	0,1
Licences de télécommunication	65,0		65,0	Fonds de réserves café cacao	1,0		1,0
- Intégration de ressources additionnelles C2D 2016		12,4	12,4	Collectivités décentralisées	22,1		22,1
				Bourse, kits scolaires et transports	62,9	-0,2	62,8
				Autres subventions	76,2	-0,9	75,3
DIVERS AUTRES FINANCEMENTS	1 227,1	69,6	1 296,8	Autres dépenses de fonctionnement	639,8	82,6	722,4
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 227,1	69,6	1 296,8	Gratuité des soins ciblés	15,0		15,0
				CNS/Fonctionnement	5,0	22,4	27,4
				Elections	1,8		1,8
				Carburant Armée	13,8		13,8
				Autres charges de fonctionnement	604,3	60,1	664,4
APPUI BUDGETAIRES ET FINANCEMENTS DES PROJETS	1 252,8	120,2	1 373,0	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 924,7	-177,9	1 746,8
- Appuis budgétaires	330,8	116,6	447,4	- Trésor	1 002,7	-181,4	821,2
FMI	114,0	47,7	161,7	Projets C2D	147,6	-91,0	56,6
Banque Mondiale	50,0	25,0	75,0	Collectivités décentralisées	35,0		35,0
Banque Africaine de Développement		21,0	21,0	Construction du barrage de Soubré	7,8		7,8
AFD (C2D)	147,6	0,0	147,6	CNS/Investissement	5,0		5,0
AFD (Prêt souverain)		23,0	23,0	Couverture maladie Universelle	10,5		10,5
UE	19,2		19,2	Autres investissements	796,8	-90,4	706,4
- Financement extérieur des projets	922,0	3,6	925,6	- Financement extérieur des projets	922,0	3,6	925,6
Emprunts-projets	677,7	3,6	681,3	Emprunts-projets	677,7	3,6	681,3
Dons-projets	244,3		244,3	Dons-projets	244,3		244,3
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	541,3	8,7	550,0	DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	541,3	8,7	550,0
Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	14,5		14,5	Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	14,5		14,5
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	104,1	0,4	104,5	Programme d'entretien routier / FER	104,1	0,4	104,5
Recettes affectées aux collectivités	125,0	-1,6	123,4	Dépenses des collectivités sur recettes affectées	125,0	-1,6	123,4
TSU SIR	44,1	8,0	52,2	TSU SIR	44,1	8,0	52,2
Autres recettes affectées et parafiscalité	253,6	1,9	255,4	Autres dépenses sur recettes affectées	253,6	1,9	255,4
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	6 501,4	-53,8	6 447,6	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 501,4	-53,8	6 447,6
PIB nominal	23 315,6		23 599,5	Masse salariale en % du PIB	6,5%		6,4%
Recettes fiscales TOFE (y/c recettes affectées)	3 908,0		3 627,4	Masse salariale en % des recettes fiscales	38,6%		41,7%
Pression fiscale	16,8%		15,4%	Investissement en % du PIB	8,8%		7,9%

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

En milliards de FCFA

	Budget 2013		Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016			Budget 2017		
	Collectif	Réal.	Collectif	Réal.	Collectif	Réal.	Initial	Collectif	Real.	Initial	Modifications	Revisé
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 240,5	2 260,9	2 401,0	2 403,9	2 719,4	2 706,0	3 002,7	3 043,3	2 991,5	3 345,4	-274,5	3 070,9
<i>dont recettes hors DUS</i>	1 980,5	1 961,7	2 091,7	2 078,7	2 351,3	2 318,9	2 590,0	2 622,2	2 599,2	2 911,6	-244,6	2 667,0
DGI	1 129,7	1 202,4	1 199,1	1 230,1	1 438,1	1 357,6	1 607,0	1 553,9	1 507,9	1 753,2	-86,9	1 664,3
Impôts directs	679,0	746,9	816,8	721,8	819,8	763,8	865,1	825,9	818,5	934,7	-7,8	926,9
Impôts sur bénéficiaires	331,9	368,6	393,4	336,1	365,9	322,3	374,2	342,4	334,8	342,4	-7,6	388,6
- BIC hors pétrole	189,0	211,0	238,3	226,6	258,8	237,1	280,9	267,0	259,4	306,0	-7,0	299,1
- BIC pétrole et gaz	126,4	141,8	134,1	93,0	86,0	66,5	69,7	53,6	55,0	63,8	2,1	65,8
<i>dont gaz imputé</i>	43,0	71,9	65,4	43,6	42,5	34,8	51,2	42,4	46,8	47,7	0,1	47,8
- Impôt synthétique	4,5	3,6	6,0	4,7	5,0	4,1	5,6	4,8	4,0	6,3	-1,6	4,6
- Prélèvement AIRSI	12,0	12,3	15,0	11,8	11,8	16,1	14,6	17,0	16,4	20,2	-1,1	19,1
Impôts sur revenus et salaires (<i>hors FDFP</i>)	274,9	301,7	332,4	310,8	366,1	354,4	405,1	397,7	403,7	443,3	2,5	445,8
- Impôts sur traitement et salaire	234,9	257,1	283,4	265,1	311,2	311,2	346,0	339,2				
- Contribution employeur (<i>hors FDFP</i>)	40,0	44,7	49,0	45,7	54,9		59,1	58,5				
Contribution pour la sortie de crise (<i>ex CRN</i>)	0,0	0,6	0,0	0,3		0,2			0,1			
Impôts fonciers	16,7	12,4	14,0	12,9	10,5	10,8			0,0			
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	55,5	63,5	77,0	61,6	77,3	76,1	85,8	85,8	79,9	95,2	-2,6	92,6
Impôts indirects	450,6	455,5	382,4	508,3	618,3	593,9	741,9	728,0	689,4	818,5	-81,1	737,3
TVA (<i>hors part secteur électricité</i>)	228,5	216,2	243,1	243,2	281,7	270,8	323,2	321,0	304,2	366,4	-5,8	360,6
TOB (<i>ex TPS</i>)	35,5	34,8	40,0	40,6	47,3	49,0	59,5	59,5	58,8	68,6	-2,6	66,0
Taxes sur boissons et tabacs	23,0	20,8	28,0	34,4	40,8	33,0	39,5	38,5	29,8	44,6	-9,6	35,0
Droits d'enregistrement et de timbre	56,0	70,6	-70,5	78,2	128,6	131,4	191,7	188,8	185,7	200,8	-76,1	124,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	20,5	27,4	24,9	38,0	79,2	86,2	136,3	139,5	128,5	140,1	-80,9	59,2
Patentes et Licences	9,6	11,1	10,5	9,0	10,4	10,0	11,7	11,2	11,2	12,8	0,0	12,8
Taxe sur les télécommunications	20,5	21,1	40,7	40,9	50,4	48,8	59,8	59,8	53,0	68,8	-7,2	61,6
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques			22,0	16,7	21,5	20,4	24,2	24,2	23,4	27,2	0,0	27,2
Taxe sur caoutchouc	19,3	17,7	8,6	3,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2			2,0
Taxe ad valorem	0,0	0,0				0,0						17,0
Accises et autres taxes indirectes (<i>hors revenus du domaine et taxes affectées</i>)	4,1	2,4	2,6	2,3	2,4	1,9	2,5	2,0	2,6	1,8	0,4	2,2
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	54,2	60,7	57,5	39,9	35,3	28,5	29,9	23,0	23,6	27,3	0,9	28,2
<i>dont gaz imputé</i>	18,4	29,9	28,0	18,7	18,2	14,9	22,0	18,2	20,0	20,4	0,0	20,5
TRESOR	4,2	7,1	6,0	8,4	6,2	8,8	6,4	8,8	9,5	8,5	0,0	8,5
Impôts directs	3,0	5,9	5,0	7,2	5,2	7,2	5,3	7,7	8,1	6,9	0,0	6,9
Impôts sur revenus et salaires	3,0	5,9	5,0	7,1	5,2	7,1	5,3	7,7	8,1	6,9	0,0	6,9
Impôts fonciers (<i>1/10 RS 15% Loyer</i>)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0						
Impôts indirects	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,1	1,4	1,6	0,0	1,6
Timbres et vignettes	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,1	1,4	1,6	0,0	1,6
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,0								
DGD	1 106,6	1 051,4	1 195,9	1 165,5	1 275,1	1 339,6	1 389,4	1 480,7	1 474,1	1 583,8	-185,6	1 398,2
Droits et taxes à l'importation	846,6	752,2	886,5	840,3	906,9	952,5	976,7	1 059,5	1 081,8	1 150,0	-155,7	994,3
Taxes sur produits pétroliers (<i>hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015</i>)	136,0	145,9	166,7	169,7	190,9	228,8	205,9	300,6	343,3	338,0	-145,5	192,4
Taxes hors produits pétroliers (<i>hors SGS, PCS et PCC</i>)	710,6	606,3	719,8	670,6	716,1	723,7	770,8	758,9	738,5	812,0	-10,2	801,8
Taxes à l'exportation	260,0	299,2	309,3	325,2	368,2	387,1	412,7	421,1	392,3	433,8	-29,9	403,9
REVENUS DU DOMAINE	41,5	34,2	37,0	41,9	20,7	34,6	23,2	37,3	36,8	35,7	-14,8	21,0
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	109,4	113,5	126,6	127,5	297,5	338,3	441,6	451,4	442,8	472,0	78,0	550,0
FDFP	11,5	12,4	13,2	12,5	14,5	11,8	16,0	16,0	13,3	17,6	0,0	17,6
FFPSU					14,9	14,9	30,1	28,0	27,9	31,1	0,0	31,1
TVA secteur électricité	16,5	14,2	18,5	12,2	13,5	15,4	14,2	16,5	18,9	16,2	0,0	16,2
Vignettes et patentes Part FER					23,3	26,3	25,4	25,4	16,4	29,1	-2,7	26,4
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)					52,1	58,7	62,5	66,4	70,0	75,1	3,1	78,1
PCS, PCC et SGS	47,2	48,3	58,2	63,6	66,1	76,6	73,6	80,4	82,0	86,1	2,3	88,4
Recettes affectées aux collectivités					93,1	93,1	104,2	110,0	108,4	125,0	-1,6	123,4
FIMR					13,9	13,9	13,9	13,9	13,6	14,5	0,0	14,5
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse					36,7	36,7	36,7	34,4	34,4	38,3	0,0	38,3
Fonds d'Investissement Agricole (2QC)					11,9	11,9	11,9	11,7	11,7	12,5	-0,1	12,4
TSU SIR										44,1	8,0	52,2
Autres Taxes affectées	34,2	38,6	36,7	39,3	43,3	44,5	52,3	46,2	46,2	-17,6	68,9	51,3
RECETTES FISCALES TOFE	2 391,4	2 408,6	2 564,6	2 573,3	3 037,7	2 954,9	3 453,6	3 518,0	3 352,6	3 838,7	-211,3	3 627,4
PIB nominal		15 445,8		17 461,0		19 408,2		21 124,2		21 058,5		23 315,6
Pression fiscale TOFE		15,6%		14,7%		15,2%		16,4%		15,6%		15,4%
Source: DGBF, DGE, DGTCF, DGI, DGD												

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES AUTRES RESSOURCES INTERIEURES

En milliards de FCFA

	2014			2015			2016			2017		
	Ordonnance	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Estimation	Initial	Modifications	Revisé
Recettes non fiscales du Trésor	38,2	32,0	27,1	37,4	27,4	46,9	37,1	21,8	21,7	19,3	12,1	31,5
Dividendes PETROCI	21,2	13,0	0,0	14,0	4,0	6,0	12,8	0,0	0,0	2,0	5,0	7,0
Autres Dividendes (SIB, SGBCI, autres)	2,0	4,0	9,7	7,4	7,4	11,7	7,9	3,3	3,3	3,3	7,1	10,4
Recettes des services	15,0	15,0	17,5	16,0	16,0	29,2	16,5	18,5	18,5	14,1		14,1
Revenus du domaine	20,9	37,0	41,9	20,2	25,7	30,1	23,2	37,3	36,8	35,7	-14,8	21,0
Bonus de signature	5,0	10,0	0,5	0,0	15,0	17,5					2,5	2,5
Redevance téléphonie cellulaire	7,1	7,1	7,0	105,0	105,0	167,8	150,0	0,0	0,0	65,0		65,0
Produits de la privatisation et vente d'actifs	35,0	41,7	9,3	8,9	41,9	34,1	30,5	34,3	34,3	9,6	14,3	23,9
Versements des entreprises	0,7	0,7	5,0	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	5,0	-4,3	0,7
Ressources exceptionnelles (ressources C2D non utilisées sur gestions antérieures)		8,9		14,7	14,7	14,7		14,3	14,3			
Arriérés dividendes PETROCI					12,8	12,8						
Total Autres ressources intérieures du cadrage	106,9	137,3	90,8	187,0	243,3	324,4	241,5	108,3	107,8	134,7	9,9	144,6

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

ANNEXE 4: Evolution du service de la dette publique 2017

En milliards de FCFA

	Budget initial			Budget révisé			Modifications
	Capital	Intérêts	TOTAL (1)	Capital	Intérêts	TOTAL (2)	(2)-(1)
DETTE INTERIEURE	618,3	231,3	849,6	656,0	228,2	884,2	34,6
Secteur bancaire	124,0	29,6	153,6	96,3	34,9	131,2	-22,4
BCEAO	28,7	9,1	37,8	28,7	8,5	37,2	-0,6
<i>dont allocation spéciale de DTS</i>	28,7	2,3	31,0	28,7	2,3	31,0	0,0
<i>intérêts FMI</i>		0,6	0,6		0,0	0,0	-0,6
Banques commerciales	95,3	20,6	115,9	67,6	26,4	94,0	-21,9
Secteur non Bancaire	494,3	201,7	696,0	559,7	193,3	753,0	57,1
Emprunts et bons du Trésor	482,9	200,8	683,8	550,4	193,3	743,7	59,9
<i>Bons du Trésor</i>	167,8	16,3	184,1	235,3	12,8	248,1	64,0
<i>Emprunts TPCI</i>	67,1	68,5	135,6	67,1	69,4	136,4	0,9
<i>SUKUK</i>	30,0	15,9	45,9	30,0	15,9	45,9	0,0
<i>Obligations du Trésor</i>	217,5	92,8	310,3	217,5	85,6	303,1	-7,2
<i>Emprunts RCI</i>	0,5	0,6	1,1	0,5	0,6	1,2	0,0
<i>Emprunts FNI</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Commission et frais sur titres publics</i>		6,8	6,8		9,0	9,0	2,2
Dettes titrisées	11,3	0,9	12,2	9,3	0,0	9,3	-2,9
DETTE EXTERIEURE	359,3	209,9	569,2	366,2	209,3	575,5	6,3
Multilatéraux	87,7	20,3	107,9	90,8	13,3	104,1	-3,8
FMI	63,4	1,6	65,1	63,4	2,2	65,7	0,6
Banque Mondiale/ IDA	1,4	2,2	3,5	1,5	3,0	4,5	1,0
BAD/FAD	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	0,3	0,1
BOAD	2,8	9,3	12,0	3,1	3,7	6,8	-5,3
BEI	1,4	0,3	1,7	1,6	0,1	1,7	0,0
UEMOA	1,7	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	-1,7
Autres Multilatéraux	17,0	6,7	23,6	21,1	4,1	25,2	1,6
Bilatéraux	213,8	31,3	245,2	215,8	20,2	235,9	-9,3
Club de Paris	192,2	4,7	196,9	195,4	4,7	200,1	3,2
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	0,0	147,6	147,6	0,0	147,6	0,0
Autres bilatéraux	21,6	26,6	48,3	20,3	15,5	35,8	-12,5
EUROBOND	52,7	158,1	210,8	54,4	172,8	227,3	16,5
HUAWEI TECHNOLOGIE (HTC)	5,1	0,1	5,2	5,2	0,1	5,4	0,2
Charges exceptionnelles	0,0	0,1	0,1	0,0	2,9	2,9	2,8
Souscription au capital			0,0			0,0	0,0
Frais, commission et honoraire		0,1	0,1		2,9	2,9	2,8
TOTAL GENERAL DETTE PUBLIQUE	977,5	441,2	1 418,8	1 022,3	437,5	1 459,8	41,0

ANNEXE 5 : Evolution des financements extérieurs des projets 2017

En Francs CFA

Financement extérieur	Budget Initial	Modifications	Budget révisé	Bailleurs
Emprunts projets	677 700 002 791	3 560 022 003	681 260 024 794	
dont Mise en place Centre d'Excellence Africain-Changement climatique/UFHB		1 195 375 000	1 195 375 000	Banque Mondiale
Mise en place Centre d'Excellence Africain-Formation statistique/ENSEA		524 000 000	524 000 000	Banque Mondiale
Mise en place Centre d'Excellence Africain-Mines et environnement/INPHB		1 840 647 003	1 840 647 003	Banque Mondiale
Dons projets	244 345 519 943	0	244 345 519 943	
Total	922 045 522 734	3 560 022 003	925 605 544 737	

ANNEXE 6* : EVOLUTION DES DOTATIONS DU BUDGET 2017 HORS ACTIVITES ET OPERATIONS SPECIFIQUES PAR INSTITUTION ET MINISTERE

En Francs CFA

	Dotation 2017	Ajustement	Dotation Finale
01 REPRESENTATION NATIONALE	14 994 368 026	535 148 828	14 459 222 198
2.Dépenses Ordinaires	13 894 368 026	535 148 828	13 359 222 198
3.Dépenses d'investissement	1 100 000 000	0	1 100 000 000
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	76 925 766 836	-19 435 706 131	56 361 472 967
2.Dépenses Ordinaires	67 821 353 947	-19 478 715 054	47 300 069 601
3.Dépenses d'investissement	9 104 413 289	43 008 923	9 061 404 366
03 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	1 867 001 456	93 350 073	1 773 651 383
2.Dépenses Ordinaires	1 867 001 456	93 350 073	1 773 651 383
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 063 170 381	53 158 519	1 010 011 862
2.Dépenses Ordinaires	1 063 170 381	53 158 519	1 010 011 862
06 PRIMAATURE ET SERVICES RATTACHES	93 408 321 752	10 823 200 952	82 585 120 800
2.Dépenses Ordinaires	14 294 791 320	645 725 475	13 646 065 845
3.Dépenses d'investissement	79 113 530 432	10 177 475 477	68 936 054 955
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 345 268 028	67 263 401	1 278 004 627
2.Dépenses Ordinaires	1 345 268 028	67 263 401	1 278 004 627
08 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	1 061 959 140	108 877 018	953 082 122
2.Dépenses Ordinaires	950 612 760	47 530 638	903 082 122
3.Dépenses d'investissement	111 346 380	61 346 380	50 000 000
10 COUR DES COMPTES	1 391 107 615	69 555 380	1 321 552 235
2.Dépenses Ordinaires	1 391 107 615	69 555 380	1 321 552 235
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	2 874 413 622	43 358 182	2 831 055 440
2.Dépenses Ordinaires	2 617 163 646	43 358 182	2 573 805 464
3.Dépenses d'investissement	257 249 976	0	257 249 976
12 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	62 793 758 768	24 301 146 047	38 492 612 721
2.Dépenses Ordinaires	15 287 560 399	1 336 008 367	13 951 552 032
3.Dépenses d'investissement	47 506 198 369	22 965 137 680	24 541 060 689
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000	205 000 000	3 895 000 000
2.Dépenses Ordinaires	4 100 000 000	205 000 000	3 895 000 000
14 MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLE	13 741 289 566	1 895 402 900	11 845 886 666
2.Dépenses Ordinaires	2 281 384 579	299 770 944	1 981 613 635
3.Dépenses d'investissement	11 459 904 987	1 595 631 956	9 864 273 031
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE	100 835 052 400	8 089 069 207	92 746 983 193
2.Dépenses Ordinaires	53 031 243 713	-219 088 258	53 250 341 971
3.Dépenses d'investissement	47 803 808 687	8 308 167 465	39 495 641 222
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	6 716 422 308	896 622 032	5 819 800 276
2.Dépenses Ordinaires	5 589 479 908	630 897 662	4 958 582 246
3.Dépenses d'investissement	1 126 942 400	265 724 370	861 218 030
17 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	12 512 033 906	2 062 146 257	10 449 887 649
2.Dépenses Ordinaires	8 496 015 757	430 863 787	8 065 151 970
3.Dépenses d'investissement	4 016 018 149	1 631 282 470	2 384 735 679
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	24 249 894 768	1 331 848 000	22 918 046 768
2.Dépenses Ordinaires	19 376 029 402	640 188 058	18 694 369 460
3.Dépenses d'investissement	4 873 865 366	640 188 058	4 233 677 308
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	40 174 359 927	5 161 244 263	35 013 115 664
2.Dépenses Ordinaires	12 647 473 804	1 088 789 001	11 558 684 803
3.Dépenses d'investissement	27 526 886 123	4 072 455 262	23 454 430 861
20 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	7 840 957 992	889 088 912	6 951 869 080
2.Dépenses Ordinaires	5 968 750 406	412 144 252	5 556 606 154
3.Dépenses d'investissement	1 872 207 586	476 944 660	1 395 262 926
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	103 244 929 088	21 006 027 379	82 238 901 709
2.Dépenses Ordinaires	2 782 837 137	238 664 274	2 544 172 863
3.Dépenses d'investissement	100 462 091 951	20 767 363 105	79 694 728 846
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION	55 160 065 498	2 451 960 182	52 708 105 316
2.Dépenses Ordinaires	25 146 339 943	2 308 512 240	22 837 827 703
3.Dépenses d'investissement	30 013 725 555	143 447 942	29 870 277 613
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	87 435 125 359	1 828 621 320	85 606 504 039
2.Dépenses Ordinaires	40 714 389 349	1 828 621 320	38 885 768 029
3.Dépenses d'investissement	46 720 736 010	0	46 720 736 010
25 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	33 283 964 037	1 896 849 073	31 387 114 964
2.Dépenses Ordinaires	30 494 044 061	371 105 732	30 122 938 329
3.Dépenses d'investissement	2 789 919 976	1 525 743 341	1 264 176 635

(*) : Les activités et opérations spécifiques se résument comme suit :

- DETTE PUBLIQUE
- DEPENSES DE PERSONNEL
- DEPENSES D'ABONNEMENT
- AUTRES DEPENSES SPECIFIQUES DE FONCTIONNEMENT
 - Dont Subventions aux écoles privées
 - Bourses, transport et kits scolaires
 - Gratuité des soins ciblés
- PROLETS C2D
- CONTRIBUES DES PROLETS
- AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SPECIFIQUES
- FINANCEMENT EXTERIEUR DES PROLETS
- DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX
- COUT DES REVENDICATIONS SOCIALES

ANNEXE 6 (SUITE)* : EVOLUTION DES DOTATIONS DU BUDGET 2017 HORS ACTIVITES ET OPERATIONS SPECIFIQUES PAR INSTITUTION ET MINISTERE

En Francs CFA

	Dotation 2017	Ajustement	Dotation Finale
26 MINISTERE APRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE. CHARGE DE LA DEFENSE	125 577 567 819	-3 372 664 377	128 950 232 196
2.Dépenses Ordinaires	99 877 965 340	-3 372 664 377	103 250 629 717
3.Dépenses d'investissement	25 699 602 479	0	25 699 602 479
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	14 360 967 737	1 577 173 359	12 783 394 378
2.Dépenses Ordinaires	12 860 678 429	1 069 175 180	11 014 503 249
3.Dépenses d'investissement	2 280 289 308	507 998 179	1 772 291 129
29 MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS	21 432 669 692	753 593 692	20 679 075 765
2.Dépenses Ordinaires	11 245 222 013	556 698 043	10 688 523 970
3.Dépenses d'investissement	10 187 447 679	196 895 649	9 990 561 795
30 MINISTERE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	413 636 955 372	79 880 924 566	333 756 032 428
2.Dépenses Ordinaires	253 438 141 989	70 872 854 556	182 565 287 433
3.Dépenses d'investissement	160 198 813 383	9 008 068 388	151 190 744 995
31 MINISTERE DES EAUX ET FORETS	10 898 114 120	735 980 176	10 162 130 944
2.Dépenses Ordinaires	8 822 975 765	656 908 535	8 266 067 230
3.Dépenses d'investissement	1 975 135 355	79 071 641	1 896 063 714
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	45 242 207 881	1 491 461 506	43 750 746 375
2.Dépenses Ordinaires	33 874 893 200	1 280 956 906	32 593 936 294
3.Dépenses d'investissement	11 367 314 681	210 504 600	11 156 810 081
34 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFES	8 441 212 492	325 086 696	8 116 125 796
2.Dépenses Ordinaires	5 226 093 553	240 687 620	4 984 405 933
3.Dépenses d'investissement	3 216 118 939	84 399 076	3 131 719 863
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	5 900 881 203	1 050 822 804	4 850 058 399
2.Dépenses Ordinaires	4 468 208 072	488 939 586	3 999 268 486
3.Dépenses d'investissement	1 432 673 131	581 883 218	850 789 913
37 MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PME	9 556 568 598	1 555 889 033	8 000 679 565
2.Dépenses Ordinaires	5 827 620 695	475 041 762	5 107 578 933
3.Dépenses d'investissement	3 733 947 903	1 080 847 271	2 898 100 632
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	6 549 510 932	2 517 657 528	4 031 653 404
2.Dépenses Ordinaires	2 905 144 269	204 906 641	2 700 237 628
3.Dépenses d'investissement	3 644 366 663	2 312 950 887	1 331 415 776
39 MINISTERE DU TOURISME	5 345 157 503	402 239 379	4 942 898 124
2.Dépenses Ordinaires	4 133 968 722	287 420 313	3 867 548 409
3.Dépenses d'investissement	1 211 188 781	136 839 066	1 075 349 715
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	18 462 855 396	2 474 739 773	15 988 085 623
2.Dépenses Ordinaires	7 077 153 699	284 970 158	6 792 183 541
3.Dépenses d'investissement	11 385 701 697	2 189 769 615	9 196 912 082
42 MINISTERE DE LA FEMME, DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDARITE	6 995 565 010	382 822 658	6 612 742 352
2.Dépenses Ordinaires	6 042 332 425	382 822 658	5 659 509 767
3.Dépenses d'investissement	953 232 585	0	953 232 585
44 MINISTERE D'ETAT APRES DU PR CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE ET DES RELATIONS AVEC L	991 989 546	127 045 457	864 944 089
2.Dépenses Ordinaires	991 989 546	127 045 457	864 944 089
47 COUR SUPREME	2 344 945 621	112 943 843	2 232 001 778
2.Dépenses Ordinaires	2 258 876 856	112 943 843	2 145 933 013
3.Dépenses d'investissement	86 068 765	0	86 068 765
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET SERVICE CIVIQUE	14 327 330 711	552 374 589	13 774 956 122
2.Dépenses Ordinaires	3 443 570 566	345 514 210	3 098 056 356
3.Dépenses d'investissement	10 883 760 145	206 860 379	10 676 899 766
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	5 275 114 986	851 209 579	4 423 905 407
2.Dépenses Ordinaires	3 672 119 831	333 792 628	3 338 327 203
3.Dépenses d'investissement	1 602 995 155	517 416 951	1 085 578 204
60 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVORIENS DE L'EXTERIEUR	2 895 427 626	541 534 543	2 313 893 083
2.Dépenses Ordinaires	2 883 146 279	169 253 196	2 213 893 083
3.Dépenses d'investissement	472 281 347	372 281 347	100 000 000
68 PARQUET GENERAL	846 981 770	37 260 960	809 720 810
2.Dépenses Ordinaires	745 219 204	37 260 960	707 958 244
3.Dépenses d'investissement	101 762 566	0	101 762 566
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	9 216 262 039	350 784 583	8 865 477 456
2.Dépenses Ordinaires	7 524 191 989	221 361 185	7 302 830 804
3.Dépenses d'investissement	1 892 070 050	129 423 398	1 662 646 652
74 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	16 565 359 387	511 720 017	16 053 639 370
2.Dépenses Ordinaires	4 943 680 202	336 568 185	4 607 112 017
3.Dépenses d'investissement	11 621 679 185	175 151 832	11 446 527 353
75 SENAT	4 500 000 000	225 000 000	4 275 000 000
2.Dépenses Ordinaires	4 500 000 000	225 000 000	4 275 000 000
Total Général	1 496 342 872 914	157 459 067 771	1 338 883 805 143
Taux d'ajustement		10,5%	
2.Dépenses Ordinaires	816 497 577 881	66 995 768 950	749 501 808 931
3.Dépenses d'investissement	679 845 295 033	90 463 298 821	589 381 996 212

(*) : Les activités et opérations spécifiques se résument comme suit :

- DETTE PUBLIQUE
- DEPENSES DE PERSONNEL
- DEPENSES D'ARROUNEMENT
- AUTRES DEPENSES SPECIFIQUES DE FONCTIONNEMENT
 - Dont Subventions aux écoles privées
 - Bourses, transport et kits scolaires
 - Gratuité des soins ciblés
- PROLETS C2D
- CONTRACTIONS DES PROLETS
- AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SPECIFIQUES
- FINANCEMENT EXTERIEUR DES PROLETS
- DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX
- COUT DES REVENDICATIONS SOCIALES